

En mai 2007, le JAS consacrait son enquête aux centres sociaux dans le département du Nord (JAS n° 117). En juin 2008, il revenait dans son dossier sur la situation des centres sociaux avec un titre prémonitoire: “Y a-t-il péril en la demeure?” (JAS n° 128). En mai 2009, il révélait les dangers qui menacent les centres sociaux et l'ensemble des acteurs de l'éducation populaire (maisons de jeunes et de la culture, foyers ruraux...), mais aussi les pistes pour y faire face (JAS n° 137). L'année suivante, il lançait le Journal des Réseaux qui rassemble une dizaine de réseaux du secteur partageant des valeurs communes, celles de l'engagement, de l'ouverture à l'autre, de la prévalence du sens dans le projet... dont la Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France. Aujourd'hui, à l'approche du congrès des centres sociaux qui aura lieu du 21 au 23 juin prochain, à un moment où tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance d'une revitalisation du vivre ensemble, le JAS veut apporter sa contribution au débat sur le rôle des centres sociaux pour relever cet immense défi.

CENTRES SOCIAUX

Ce que l'on attend de vous



© Centre social Balzac

Le déclin du vivre ensemble suscite depuis quelques mois un déferlement de publications⁽¹⁾. Toutes ont le mérite d'explicitier pourquoi se délite notre société, comment se fabrique la défiance. Ces contributions n'ont pourtant pas réussi à provoquer la mobilisation que l'on aurait pu espérer de nos dirigeants. Comme si la complexité de l'enjeu se situait hors du champ de l'action politique plus portée sur le conjoncturel que sur le structurel. Tant il est vrai que le développement de liens et de repères ne peut sédicter dans l'urgence, se façonner d'un bureau, se promouvoir par un communiqué. Il ne peut résulter que d'une véritable alchimie conçue par la négociation et dans la durée, pour impliquer toutes les forces publiques et privées, collectives et individuelles.

CENTRES SOCIAUX : AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Un processus qui ne peut donc être que progressif mais qui s'avère particulièrement gratifiant quand vient l'heure du bilan. Car chaque fois qu'une démarche volontariste et empirique de reconstruction du lien social a été engagée sur un territoire, son analyse a révélé que la reconfiguration des liens entre les habitants dépassait les pronostics initiaux⁽²⁾.

Les centres sociaux le savent bien, eux qui participent de façon déterminante à l'efflorescence d'initiatives qui restructurent les liens sociaux et éducatifs sur leur territoire.

Mais, depuis quelques années, la vocation d'animation globale des centres sociaux est compromise par la prégnance des préoccupations de gestion, due largement

à la baisse et à la complexification des financements, aux exigences des partenaires, à l'empilement des normes. Une accumulation d'obstacles qu'il faut pouvoir surmonter au moment où les liens de confiance de la population s'effritent de plus en plus, tant en ce qui concerne les rapports entre habitants, qu'avec les plus fragiles et les gouvernants. Il pourrait en résulter un fort découragement si la vulnérabilité croissante des centres sociaux ne les obligeait pas à résister. C'est l'objectif de ce congrès que de montrer que tout est encore possible. C'est notre opinion, parce qu'elle se nourrit de la découverte de nombreux centres sociaux qui inventent partout en France une nouvelle fraternité. Comme celui du quartier de Balzac à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui offre l'image du centre social dans sa définition la plus exigeante. Celle du refus des replis individuels et communautaires, celle du refus d'une société sans risque, celle du refus d'une pratique professionnelle qui se limiterait à faire correctement son métier, en oubliant sa dimension militante. C'est pourquoi, nous avons souhaité, à travers la présentation de ce centre (voir page suivante), apporter une nouvelle contribution au débat : quel centre social pour demain ?

Jean-Louis Sanchez
Directeur éditorial

(1) Jean-Pierre Le Goff, *La fin du village : une histoire française*, Gallimard, 2012 ; Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, *La fabrique de la défiance... et comment s'en sortir*, Albin Michel, 2011 ; Jean-Claude Guillebaud, *Une autre vie est possible*, Iconoclaste, 2012.

(2) C'est l'un des principaux enseignements du repérage et de l'analyse des bonnes pratiques réalisés par l'Agence des pratiques et initiatives locales (Apriles) de l'Observatoire national de l'action sociale (Odas). www.apriles.net.

La carte d'identité des centres sociaux

Presque centenaires⁽¹⁾

Nés en Angleterre à la fin du XIX^{ème} siècle, les centres sociaux se multiplient en France à l'aube du XX^{ème} siècle. Ils sont issus des "œuvres sociales" qui considéraient que les habitants ouvriers devaient s'organiser localement pour prendre leur vie en main. En 1922, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) est créée à l'initiative de Marie-Jeanne Bassot. Après la Seconde Guerre mondiale, l'explosion démographique et la reconstruction urbaine favorisent leur développement. Les Caf, qui les financent dès 1948, et l'État, qui le fait à partir de 1961, contribuent à leur développement, notamment lors la construction des ensembles d'habitation des années 1960 et 1970.

2 082 centres de résistance⁽²⁾

Ils sont principalement implantés dans les zones à forte densité de population que sont les régions Ile-de-France et Rhône-Alpes, les départements du Nord et des Bouches-du-Rhône. La moitié sont situés dans une ville-centre et le tiers d'entre eux en banlieue sur des territoires de plus de 10 000 habitants.

Les deux tiers ont une forme associative. Un cinquième sont gérés par des collectivités (communes, intercommunalités ou CCAS). Les Caf gèrent directement 5 % des centres sociaux, principalement en régions Midi-Pyrénées, Ile-de-France et Rhône-Alpes, ainsi que dans le Calvados et les Vosges.

Agrés par les Caf, les centres sociaux ont d'abord vocation à proposer aux habitants des activités et des services sociaux, éducatifs, culturels ou récréatifs pour développer les liens familiaux et sociaux. La plupart (90 %) mènent ainsi des actions de lutte contre l'isolement ou la paupérisation des familles fragilisées, par exemple l'organisation d'accueils collectifs, de groupes d'entraide ou d'ateliers sur la vie quotidienne. La moitié investissent les questions de logement ou celles des relations intergénérationnelles. Parmi les actions d'inclusion sociale, on peut également noter l'accompagnement social aux vacances familiales ou le soutien scolaire (80 %). Quant aux actions d'intégration, elles se déclinent à travers les animations offertes aux nouveaux habitants (60 % des centres sociaux en proposent) et dans les actions linguistiques (présentes dans un tiers des centres sociaux). Enfin, 90 % des centres sociaux ont une action liée à la petite enfance, incluant aussi bien les offres d'accueil du jeune enfant que des activités d'éveil ou des espaces d'accueil parent-enfant. Les trois quarts développent des actions collectives pour les enfants âgés de 6 à 11 ans ou plus et accompagnent des projets à l'initiative des jeunes.

(1) En savoir plus : <http://memoiresvives.centres-sociaux.fr>

(2) Extraits de la publication de la Cnaf "l'essentiel" n° 134 d'avril 2013.

Si Balzac m'était conté...

Renfermées sur elles-mêmes, engluées dans les dispositifs, tantôt trop dispendieuses, tantôt pas assez efficaces, parfois les deux, en tout cas éloignées de la population... Avec l'amplification de la crise, les institutions qui œuvrent sur le champ social sont l'objet de vives critiques, et les centres sociaux n'échappent pas à la règle. Pourtant, ils sont nombreux à demeurer les derniers espaces de socialisation aptes à préserver le vivre ensemble. Reportage à Vitry, au centre social Balzac, un véritable atelier de fraternité.

PAR JULIEN DARNET



© Centre social Balzac

Fin avril 2013. La grisaille a pris possession du pays et donne au quartier Balzac de Vitry-sur-Seine un aspect particulier. La cité semble retenir son souffle avant le retour d'un printemps décidément tardif : les immeubles neufs ou réhabilités sont couleurs du ciel. Gris. Les fenêtres qui donnent sur le square

sont fermées, les jeux pour enfants désertés. Seul un marteau-piqueur emplît l'espace de bruits et de poussière. Même totalement reconstruit, le quartier porte ce matin les stigmates de la zone reléguée. On n'a pas nécessairement envie de s'y arrêter. On s'y arrête pourtant : le centre social du quartier a invité le JAS

à y passer la journée pour voir de quoi est fait son quotidien. Et le journaliste sait, en passant la porte, que d'autres plumitifs avant lui sont passés par ici. Le Parisien et Libé sont venus dans cette cité devenue emblématique des banlieues françaises, et ont écrit sur la structure. Khoukha Zeghdoui, la coordinatrice du centre, confirme et assume : "L'exposition du centre social dans les médias fait partie de notre stratégie : il faut montrer qui nous sommes et ce qu'on fait dans le quartier. C'est du marketing social et ça booste les habitants", explique-t-elle.

S'ils sont invisibles à l'extérieur, c'est peut-être parce que ces derniers sont bien présents à l'intérieur. Et pour le coup, on les entend : le tintamarre qu'on perçoit au fond du centre ? C'est celui de la trentaine d'enfants inscrits au centre de loisirs. La dizaine de femmes qui discutent à l'accueil ? C'est leurs mamans qui profitent de l'espace chaleureux du centre pour échanger, prendre des nouvelles des unes et des autres avant de sortir vaquer à leurs occupa-

tions. Depuis le début des opérations de rénovation urbaine en 2007 qui ont profondément transformé le quartier, le centre social Balzac (CSB) a dû changer quatre fois d'adresse. Fin 2010, il a enfin pu définitivement s'installer rue Olympe de Gouges, au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitations.

Modernes et spacieux, les nouveaux locaux proposent désormais cinq cents mètres carrés au sein desquels les habitants disposent d'un espace d'accueil, d'une salle d'attente, d'une salle multimédia équipée de six postes informatiques, d'un lieu de permanence et de bureaux administratifs. Une vaste cuisine est ouverte aux activités culinaires, et trois grandes salles accueillent les nombreuses activités. Sur les murs, des photos stylisées de femmes illustres se perdent au milieu de celles du quartier. De beaux clichés d'enfants de la cité sont là aussi, en grand format, disposés avec goût sur les parois des bureaux.

FAIRE VIVRE LE PROJET RÉPUBLICAIN AU CŒUR DE LA CITÉ

Une structure toute neuve pour une institution vieille de plus de 30 ans. Un centre social associatif qui appartient viscéralement au quartier et qui a depuis lors accompagné ses habitants dans tous les épisodes heureux ou malheureux de leur histoire. Khoukha elle-même, alors gamine, a commencé comme d'autres dans ce centre : d'abord bénévole, elle fait ensuite un remplacement au secrétariat avant de devenir animatrice. Vingt ans après, c'est elle qui coordonne les activités. Elle constitue, avec ses collègues du centre, une balise pour tous les habitants.

"Moi, je suis le petit jeune, le dernier arrivé", plaisante Mohamed

Benali, le directeur du CSB depuis sept ans. Forgua, l'animatrice socioculturelle, Boubacar l'animateur coordinateur du centre de loisirs, Zina aux ateliers sociolinguistiques, Fatima, l'animatrice qui oriente les familles et Alexandrine à l'accueil fréquentent le centre depuis bien plus longtemps. On les appelle les PH : les permanents historiques. Ensemble, ils font vivre ce lieu d'animation, carrefour de la vie sociale, dans une perspective intergénérationnelle et interculturelle. À travers l'accueil, l'échange de savoirs et le partage d'initiatives entre et avec toutes les populations, ils assurent l'accès de tous à une vie d'égalité dignité. Ils font vivre le projet républicain au cœur même du quartier.

Les permanences sociales, sous couvert d'aide administrative, visent en fait à rompre l'isolement et à soutenir les habitants dans leurs démarches de recherche d'autonomie. Les ateliers sociolinguistiques permettent d'acquérir les bases de français et les connaissances nécessaires à l'insertion dans la société française. Les ateliers socio-éducatifs pour les adultes (cuisine, gym, écriture, bureautique...), et pour les enfants (musique, écriture, jeu, vidéo, arts plastiques, anglais) ont pour objectif d'augmenter les compétences et de favoriser l'échange de savoirs. L'accompagnement scolaire quotidien veut encourager l'implication des parents dans la réussite éducative de leurs enfants. Les animations collectives pour les familles avec les sorties au cinéma, au théâtre et aux nombreux musées de la région favorisent l'accès de tous à la culture. Des séjours en province l'été permettent de concrétiser le droit aux vacances pour celles et ceux qui en sont exclus, tandis que le centre de loisirs accueille

les enfants du quartier pendant les congés scolaires.

S'APPUYER SUR LES DISPOSITIFS ET LES INSTITUTIONS SANS PERDRE LE CAP

Ça, c'est le roulement, la programmation annuelle du centre. Mais ce qui fait sans aucun doute la force de la structure, c'est sa capacité à s'adapter, et à intégrer dans son fonctionnement les éléments exogènes qui viennent, à un moment ou un autre, percuter la vie du quartier. "Le rebond... C'est un peu notre marque de fabrique, explique Khoukha. À chaque événement, pour chaque nouveau dispositif, on se demande comment on va le faire à la sauce Balzac". Et la structure est en effet reconnue pour sa capacité à identifier rapidement tout ce qui, à un moment ou à un autre, peut être mis au service des habitants. "Le chômage atteint nos jeunes les plus motivés? On les embauche grâce au service civique. Trop d'hommes hésitent encore à passer la porte du centre? On ouvre les soirs de match et on propose des retransmissions collectives. Il y avait plus de monde chez nous qu'au bistrot le soir du PSG-Barça. Un centre social du nord nous sollicite pour venir déjeuner chez nous? Tout le monde met la main à la pâte, on les accueille, et en échange, on leur demande de nous accueillir une journée... l'opération s'est appelée Balzac chez les Ch'ti", raconte Khoukha.

En marge de l'accompagnement scolaire quotidien, l'équipe du centre travaille aussi en collaboration avec les instituteurs de l'école Anatole France qui a accueilli des générations de gamins du quartier. "On aide les enseignants et les parents à organiser la kermesse annuelle, et régulièrement,



les classes viennent utiliser notre cuisine. Et puis, tous les ans, on organise au moins un repas entre l'équipe de Balzac et les profs. Ça nous permet de garder un contact à la fois professionnel et convivial avec une équipe pédagogique soumise à un important turn-over", explique le directeur.

Depuis 2011, le centre ouvre aussi ses portes à l'université Paris 8. Le temps d'un semestre, les étudiants en licence 3 sont invités à conduire une enquête de terrain sur la cité et ses alentours. Le quartier Saint-Blaise à Paris était aussi pressenti pour accueillir la démarche, mais l'accueil et la mobilisation du CSB l'a finalement emporté. Au programme, cours de sociologie ouverts à tous dans les murs de la structure le matin, et rencontre avec les habitants dans la rue ou à leur domicile l'après-midi... "C'est rigolo de voir des habitants délaisser leurs activités habituelles en disant : ah non, ce matin, j'ai socio. Et ce n'est pas parce que tu n'as pas Bac + 12 que tu ne peux pas réfléchir, comprendre ton environnement, et participer à son évolution", indique la coordinatrice.

UNE PASSERELLE ENTRE INSTITUTIONS ET HABITANTS

Dans cette perspective, le centre social s'est révélé être une pièce maîtresse de la grande opération de renouvellement urbain qui touche aujourd'hui à sa fin. Au total, 660 logements ont été démolis sur le quartier, pour 1 320 logements construits partout dans la ville. 533 logements sociaux ont été conservés, réhabilités et résidentialisés. 471 logements ont été reconstruits sur le site avec une bonne proportion en accession. La maquette du programme de renouvellement urbain, représen-



tation en 3D de la nouvelle configuration du quartier, trône d'ailleurs comme une relique, à l'entrée du CSB...

"À un moment, les habitants avaient l'impression que tout était joué, et que leur parole n'était pas entendue. De notre côté, on réfléchissait à la place que nous pouvions prendre dans le processus", se rappelle Khoukha. Alors on a repris la main, en invitant tous les partenaires de l'opération, municipalité comprise, à venir réexpliquer aux habitants les enjeux et les étapes du projet". Dès lors le CSB va accueillir les réunions qui marqueront les grandes étapes du processus : échange avec d'autres centres sociaux, accompagnement du diagnostic en marchant... "On a joué notre rôle... celui de passerelle entre les institutions et les habitants", poursuit la coordinatrice.

Une médiation appréciée par ces derniers. Fatiha, figure du quartier et vice-présidente du centre social explique : "Un problème avec la retraite ? On va t'aider à écrire ton

courrier. Mais on trouve de tout ici, Hamdoulah. Si tu as un problème de cœur ou avec un enfant... Il y aura toujours quelqu'un pour t'écouter". Naura a déménagé depuis plusieurs années, mais revient toutes les semaines au CSB : "Je suis née ici, et c'est au CSB que je viens avec mes enfants. Tout le monde les connaît, on se sent chez nous, en sécurité". Zineb, autre maman, y va carrément : "Le quartier sans le centre social ? C'est la mort, moi, je voudrais pas voir ça". Bref, le centre social Balzac apparaît comme un refuge pour certains habitants, et c'est un repère pour tout le quartier.

Les raisons de ce succès ? "Il y a la permanence de l'institution depuis trente ans et de ses salariés en place pour certains depuis plusieurs dizaines d'années... Leur disponibilité aussi. On nous trouve le matin, le soir, en week-end, dehors, à l'école... On assure le service à tour de rôle sur des temps décalés. Il n'y a pas d'heure supplémentaire ici, on fonctionne

plutôt bien avec les récups, ce qui confère au centre une belle amplitude d'horaires et d'actions", explique Mohamed.

La place des bénévoles est aussi un élément explicatif: "D'abord, leur présence active au conseil d'administration est évidemment très importante: quand l'équipe se sent soutenue par les administrateurs, elle est plus libre et dynamique, elle peut créer", poursuit le directeur qui ajoute: "Notre programme ne sort pas de nulle part. Notre diagnostic se nourrit de ceux de tous nos partenaires, mais pour être plus pertinent il associe à la définition des projets d'activités, les habitants. Il est plus facile ensuite d'obtenir que les bénévoles portent eux-mêmes de nombreuses actions comme les cafés seniors, les cours d'anglais, les ateliers cuisine, l'accompagnement scolaire, l'encadrement des sorties familles", explique-t-il. Alors, après avoir écouté l'équipe, partagé le café avec les habitants, et en regardant les bambins du centre passer dans les couloirs avec la banane aux lèvres rejoindre leur maman en fin de journée, on se dit qu'ici, c'est la vie. Et c'est finalement tout le quartier Balzac qui reprend des couleurs. Une nouvelle inquiétude se profile pourtant depuis peu, les effets de la crise étant de plus en plus sensibles: "Malheureusement, certaines familles ne mettent plus leurs enfants au centre de loisirs parce que c'est trop cher, ça se joue maintenant à deux ou trois euros près", témoigne Boubacar. "L'accès aux droits devient une vraie question avec l'amplification de la crise", ajoute Khoukha. Un nouvel obstacle, mais aussi un moteur supplémentaire pour l'équipe, s'il en fallait, pour poursuivre son action émancipatrice sur tout le quartier. ■

L'EXCÈS DE NORMES N'ÉPARGNE PAS LES CENTRES SOCIAUX

"Il faut du courage pour sortir du conventionnel"

Bruno Machtelinck, directeur du centre social de la Ferrandière, Rhône.

Le JAS : À l'occasion du Congrès de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, vous co-organisez un débat intitulé "Quand l'inflation administrative étouffe le pouvoir d'agir"... Il y a vraiment urgence ?

Bruno Machtelinck : Oui, si l'on considère la dynamique participative des usagers-habitants comme un principe fondateur de l'animation de la vie sociale, et si l'on pense que cette participation permet le développement des capacités des personnes et leur autonomie. C'est le cas de la FCSF mais aussi de la Cnaf qui rappelle l'importance d'engager les habitants dans des dynamiques citoyennes (circulaire Cnaf AVS 2012). Or le développement de la réglementation empêche la réalisation de cet objectif...

Le JAS : Dans quelle mesure ?

B.M. : Il y a clairement des choses qu'on ne s'autorise plus. Je considère - et je ne suis pas le seul directeur à le penser - que les politiques publiques, nombreuses, souvent complexes, rigides et parfois incohérentes, sont de nature à rogner l'élan des habitants et fragilise du coup les projets d'animation de la vie sociale portés par les centres sociaux. Innover et expérimenter, c'est aussi prendre des risques.

Le JAS : C'est-à-dire ?

B.M. : À la Ferrandière par exemple, ce sont les associations qui se réunissent dans nos locaux le soir qui ferment le centre pour la nuit. On est sur un fil et le risque d'accident est réel. Mais on fait ce pari-là. Or, la réglementation et son esprit nous incitent au contraire à ne surtout pas aller dans cette direction. On est peut-être à côté des réalités administratives, mais fait-on notre boulot si l'on refuse aux habitants de se réunir dans nos locaux pour des raisons de sécurité ? Par ailleurs, je passe un temps fou à remplir des formulaires au détriment de l'animation de mon équipe. Globalement, la charge administrative détourne les salariés du terrain au détriment des habitants. C'est un fait, la complexité croissante de la technicité administrative augmente la part de délégation aux techniciens, réduisant d'autant le pilotage et les marges de créativité de nos structures. Il faut aujourd'hui un sacré courage pour aller au-delà du contractuel et du conventionnel.

Le JAS : Cette inflation réglementaire est-elle nouvelle ?

B.M. : Elle existe depuis longtemps bien sûr, mais le phénomène s'accroît au fil des ans. Les nouvelles règles se multiplient et on frôle la noyade ! Avec la crise, il y a une dérive des exigences de l'évaluation de la part des organismes financeurs, que ce soit au niveau local, de l'État ou de l'Europe ! Le contrôle de l'utilisation des deniers publics n'est pas illégitime, mais nous ne sommes pas dotés en personnels administratifs. Les centres ne suivent plus. Souvent, plusieurs dossiers sont demandés pour élarger à certains dispositifs, sans compter les dossiers d'évaluation a posteriori. Nous sommes plusieurs à vouloir alerter les pouvoirs publics sur ce point et à revendiquer le droit de sortir du cadre que la politique du risque zéro tente de nous imposer.



© Centre social Balzac